

**APPORT D'UNE INSTITUTION DE MICROFINANCE DANS LE
FINANCEMENT DES ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES EN
PROVINCE DE L'ITURI : CAS DE LA MUTUELLE D'EPARGNE ET DE
CREDITCRE DE BUNIA « MECRE- BUNIA », DE 2014 A 2024.**

**CONTRIBUTION OF A MICROFINANCE INSTITUTION IN
FINANCING SOCIO-ECONOMIQUES ACTIVITIES IN ITURI
PROVINCE : CASE OF MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE
BUNIA « MECRE-BUNIA », FROM 2014 TO 2024.**

MAKI LUMAGA Bienvenu

Master en Comptabilité, Contrôle et Audit
Enseignant-chercheur

Institut Supérieur de Commerce de Bunia, République Démocratique du Congo

BEYEZA DHEGO Bienvenu

Master en Comptabilité, Contrôle et Audit
Enseignant-chercheur

Institut Supérieur de Commerce de Bunia, République Démocratique du Congo

Doctorant en Sciences de Gestion, Université de DSCHANG

République du CAMEROUN

KAKOKO KANYEMBA Emmanuel

Master en Comptabilité, Contrôle et Audit
Enseignant-chercheur

Institut Supérieur de Commerce de Bunia, République Démocratique du Congo

Doctorant en Sciences de Gestion, Université de DSCHANG

République du CAMEROUN

KALAMBAY KATUMBA Patrice

Master en Fiscalité
Enseignant-chercheur

Institut Supérieur de Commerce de Bunia

République Démocratique du Congo

Date de soumission : 09/03/2026

Date d'acceptation : 03/06/2026

Pour citer cet article :

MAKI LUMAGA B. & al. (2026). « APPORT D'UNE INSTITUTION DE MICROFINANCE DANS LE FINANCEMENT DES ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES EN PROVINCE DE L'ITURI :CAS DE LA MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDITCRE DE BUNIA (MECRE-BUNIA) », Revue Internationale du chercheur «Volume 7 : Numéro 2 » pp : 1121-1163

Résumé

Cet article se veut d'analyser l'apport de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités socio-économiques en Province de l'Ituri. L'étude est en même temps documentaire et basée sur l'enquête auprès des membres de la MECRE-BUNIA. Nous avons extrait un échantillon de 151 membres parmi les demandeurs de crédit depuis 2014 jusqu'à 2024. La méthode structuro-fonctionnelle nous a permis d'amener au bon port notre étude. En effet, l'institution de microfinance connue (comme banque des pauvres) a pour slogan « Ensemble pour réussir ». Grâce à cette recherche, nous avons constaté que l'approche de la microfinance en RDC n'est pas encore adéquate pour réaliser sa mission légendaire, à savoir le financement des pauvres. Le secteur de crédit n'est pas accessible à cette couche des populations non éligible aussi au secteur bancaire ordinaire, les conditions d'accès au crédit étant rigides. Faute des garanties fiables, faibles mouvements ou irrégularités des mouvements des comptes et faible niveau des revenus demeurent des contraintes majeures. Aussi, la couverture géographique des services financiers de la microfinance est très restreinte, se limitant surtout au milieu urbain, tel est le cas aussi de la MECRE-BUNIA.

Mots clés : Microfinance, Financement, Activités socio-économiques.

Abstract

This article aims to analyze the contribution of MECRE-BUNIA to the financing of socio-economic activities in the Ituri Province. The study is both documentary and based on surveys conducted with members of MECRE BUNIA. We extracted a sample of 151 members among credit applicants from 2014 2024. The structural-functional method allowed us to successfully navigate our study. Indeed, the microfinance institution known (as the bank of the poor) has the slogan: "Through *this research*". We found that the microfinance approach in the DRC is not yet adequate to fulfill its legendary mission, which is to finance the poor. The credit sector is not accessible to this segment of the population, which is also ineligible for ordinary banking, as the credit access conditions are rigid. Due to a lack of reliable guarantees, low or irregular account movements, and low income levels remain major constraints. Additionally, the geographical coverage of microfinance financial services is very limited, primarily confined to urban areas, as is the case with MECRE-BUNIA.

Keys words: Microfinance, Funding, Socio-economic activities.

INTRODUCTION

L'entrepreneuriat est universellement reconnu comme l'un des principaux leviers de la croissance économique et de réduction de la pauvreté. En stimulant la création d'entreprises et l'exploitation des ressources locales, il contribue à la valorisation du potentiel économique des nations et à l'amélioration des conditions de vie des populations. Par ailleurs, le financement demeure problématique pour les entrepreneurs des pays en développement. Cela s'explique par le caractère informel d'une grande partie de leurs activités socio-économiques. (Mamadou et Diouf, 2022). La Banque Mondiale (2024), dans son rapport de suivi économique sur la République Démocratique du Congo, dresse un constat alarmant : malgré des indicateurs de croissance macroéconomique globalement positifs à l'échelle nationale, près de 69 % de la population congolaise continue de vivre sous le seuil de pauvreté absolu. Face à cette déconnexion entre la croissance et le bien-être social, l'Institution démontre empiriquement que les micro-services financiers de proximité (épargne, microcrédit, micro-assurance) constituent les uniques canaux inclusifs capables d'alimenter l'entrepreneuriat de subsistance, en particulier pour les femmes et les jeunes relégués dans les mailles du secteur informel. Pour notre recherche, ce rapport pose les bases macroéconomiques indispensables : il s'agit de vérifier si, au niveau local, la MECRE-BUNIA a joué ce rôle de canal inclusif et d'accélérateur d'autonomisation pour les opérateurs économiques informels de la Province de l'Ituri en général et de la ville de Bunia, en particulier. Le Fonds Monétaire International (2025) met en exergue les conséquences macroéconomiques des conflits à l'Est de la RDC. Le FMI souligne que l'insécurité chronique étouffe le secteur privé formel en perturbant les circuits d'approvisionnement et en décourageant les investissements majeurs. Par conséquent, les populations n'ont d'autre choix que de se tourner vers l'économie informelle et la microfinance de proximité pour maintenir un semblant d'activité économique. Le crédit de proximité devient alors un outil de survie macroéconomique, ce qui justifie amplement l'intérêt de notre sujet sur la MECRE-BUNIA. Kambale et Mukendi, (2023) mettent en lumière une mutation concurrentielle sur le marché financier congolais, qu'il qualifie de double mouvement : le « Down-scaling » des banques commerciales (qui descendent vers les petits clients traditionnels des IMF) et le « Up-scaling » des IMF (qui se professionnalisent pour capter les PME). Ce phénomène de ciseaux concurrentiels oblige les mutuelles d'épargne de taille intermédiaire à moderniser leur gouvernance et à diversifier leurs produits sous peine d'asphyxie. Notre étude intègre pleinement cette variable en analysant comment la MECRE-BUNIA s'est positionnée stratégiquement face à l'émergence d'autres acteurs financiers à Bunia durant la décennie 2014-2024. D'après le Rapport du Ministère de Finances de la RDC (2023), parmi les

acteurs financiers clés à la disposition des entrepreneurs, il y a les Institutions de microfinance. L'un des objectifs fondamentaux de ces IMF est de favoriser l'accès au crédit pour leurs clients, gage de la lutte contre la pauvreté et contribuer ainsi au développement des activités socio-économiques. Toutefois, malgré l'existence de ce dispositif, l'accès aux services financiers reste encore un problème d'actualité dans les pays en développement. Quelle que soit la potentialité en ressources naturelles et humaines, il n'y a pas moyen de traduire ces ressources en richesse sans financement. C'est pour quoi en RDC, malgré sa potentialité en ressources naturelles, la pauvreté reste encore une préoccupation majeure. (PALUKU, 2023). Bahati, (2023) étudie le lien entre l'inclusion financière et le capital social dans les zones sinistrées de l'Ituri. Il soutient que l'adhésion collective à une mutuelle d'épargne renforce la confiance entre des acteurs économiques issus de communautés différentes, agissant comme un levier invisible de stabilisation socio-économique en période post-conflit. Cette dimension qualitative sera explorée pour enrichir notre évaluation de l'apport immatériel de la MECRE-BUNIA. En Province de l'Ituri en RDC, les activités socio-économiques occupent une place importante dans la dynamique de développement local. Les activités socio-économiques Ituriennes reposent essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, l'exploitation minière, et le commerce, etc. (AZES, 2023). Néanmoins, la pauvreté y demeure endémique en raison du manque d'accès au financement et à des services financiers adaptés. Face à ce constat, quelques Institutions de microfinance, dont la Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Bunia (MECRE-BUNIA), interviennent en vue de soutenir les populations dans la réalisation de leurs projets générateurs de revenus. De par la mission principale des IMF, à savoir accompagnement financier de ses clients en besoin de financement, la présente étude vise à analyser l'apport de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités socio-économiques en Province de l'Ituri. En effet, l'accès aux services financiers demeure encore un problème d'actualité dans les pays en développement. Quelle que soit la potentialité en ressources naturelles et humaines, il n'y a pas moyen de traduire ces ressources en richesse sans financement. C'est pourquoi en RDC, malgré sa potentialité en ressources naturelles, la pauvreté reste encore une préoccupation majeure. En effet, l'accès aux services financiers est encore limité et très réduit en RD Congo. La lutte contre la pauvreté est une priorité et un des principaux Objectifs du Millénaire du Développement pour avoir « un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste ». Les stratégies de lutte contre la pauvreté dans nombreux pays fondent un grand espoir sur la microfinance comme facteur de réduction de la pauvreté. Il s'agit, par la promotion de ce secteur, de donner aux pauvres, un plus grand accès aux ressources financières afin de leur permettre de réaliser des activités génératrices de revenus ou d'améliorer leur accès aux services

sociaux de base. C'est à ce titre que le développement de la microfinance est inscrit parmi les actions prioritaires du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (ODHD, 2008). Dans le secteur de la microfinance, la couverture géographique est inégale, environ 77% des Institutions de microfinance sont concentrés dans la ville de Kinshasa, les provinces du Nord et Sud-Kivu et la Province du Congo central. Elles opèrent principalement en milieu urbain, soit 78 % des SFD opèrent en milieu urbain et seulement 22% opèrent en milieu rural. Ainsi l'offre des services financiers ne permet pas de rencontrer tous les besoins ruraux où vivent 70% de la population de la RDC et où l'incidence de la pauvreté est plus élevée (75,72%) contre 61,49% en milieu urbain (BCC, 2019). Face à ce qui précède, nous nous sommes posé la question générale : La MECRE contribue-t-elle au financement des activités socio-économiques en Ituri ? Cette question générale est déclinée en deux interrogations spécifiques ci-après : Quel est l'apport de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités socio-économiques en Ituri? l'apport de la MECRE-BUNIA a-t-il un impact positif sur les activités socio-économique en Ituri? Eu égard au rôle légendaire d'une Institution de microfinance, la MECRE-BUNIA contribuerait au financement des activités socio-économiques en Ituri. Tout de même, la MECRE-BUNIA aurait un apport significatif dans le financement des activités socio-économiques en Province de l'Ituri. Et cet apport aurait un impact positif sur les activités socio-économiques en Ituri. La méthode structuro-fonctionnelle nous a permis d'amener au bon port notre recherche. Appliquée à ce sujet de recherche, elle consiste à considérer la MECRE-BUNIA comme un système (une structure) composé d'éléments interconnectés, dont chacun remplit des tâches spécifiques (des fonctions) indispensables à l'équilibre, à la survie et au développement de l'environnement socio-économique de la province de l'Ituri. Pour mobiliser correctement cette méthode, l'analyse scientifique repose sur trois grands principes fondamentaux :

- **Le postulat de l'unité fonctionnelle** : Tous les départements de la MECRE Bunia (direction générale, service de crédit, service d'épargne, contrôle interne) fonctionnent de manière interdépendante. Par conséquent, un dysfonctionnement dans le service de recouvrement des crédits affecte directement la trésorerie globale et la capacité de l'Institution à refinancer d'autres activités socio-économiques dans la ville de Bunia.
- **Le postulat du fonctionnalisme universel** : Chaque élément constitutif de la structure possède une utilité propre. Les conditions d'adhésion, les taux d'intérêt, les délais de grâce, et même les séances d'éducation financière dispensées aux membres ont une fonction précise visant à stabiliser et dynamiser le tissu économique local.

- **Le postulat de la nécessité (indispensabilité)** : L'Institution remplit des fonctions essentielles que le système bancaire classique de Bunia ne peut pas ou ne veut pas assumer, notamment le financement de proximité du secteur informel et de petits agents économiques.

Pour la récolte des données, nous avons recouru aux techniques documentaires, de questionnaire, d'interview et d'enquête avec un échantillonnage aléatoire simple. En effet, compte tenu des contraintes matérielles, temporelles et logistiques directement liées au contexte sécuritaire et socio-économique complexe de la Province de l'Ituri, un échantillon final de 151 membres a été extrait de la population globale. Sur le plan de la théorie statistique, un échantillon de 151 individus est largement supérieur au seuil critique de $n \geq 30$ requis pour l'application de la loi des grands nombres et des tests statistiques usuels. Cette taille offre un excellent compromis entre la faisabilité de la collecte des données et la représentativité scientifique des résultats. Sur 11 023 membres actifs de la MECRE-BUNIA recensés à l'année 2024, tel que présenté dans le tableau 2, c'est 151 membres précis qui ont été contactés de manière ciblée au niveau des guichets de la mutuelle ou directement sur leurs lieux d'activités socio-économiques en Ituri, en Ville de Bunia, à particulier pour répondre au questionnaire ou à l'entretien. L'analyse et traitement des données ont été faits grâce à la technique d'analyse de contenu qualitatif et analyse de contenu quantitatif. Le logiciel SPSS a été utilisé pour la fiabilité des résultats. En outre, une analyse économétrique simple a été déployée pour conclure cette analyse. Enfin, cet article comporte deux parties grandes sections, l'introduction et la conclusion mises à part. La première section intitulée Cadre théorique se focalise sur les points tels que : la microfinance, le financement, les activités socio-économiques et l'inclusion financière. La seconde, constituant le socle même de cette étude se penche sur les résultats. Elle se subdivise en trois sous-sections : la présentation de population de l'étude, l'analyse et traitement des résultats et enfin, la discussion des résultats.

1. Cadre théorique

Le cadre méthodologique de cette étude s'articule autour de quatre grandes sous-sections : la microfinance, le financement, les activités socio-économiques et l'inclusion financière.

1.1. Microfinance

La microfinance regroupe l'ensemble des services financiers (microcrédit, épargne, assurance, transferts d'argent) offerts aux groupes et personnes qui sont exclus des services bancaires traditionnels, souvent en raison de leurs faibles revenus ou l'absence des garanties matérielles. Elle vise à promouvoir l'autosuffisance, lutte contre la pauvreté et inclusion financière permettant

l'accès à des moyens pour financer des activités productives ou améliorer les conditions de vie (LEDGER, 2018).

1.1.1. Les composantes clés de la microfinance

Les composantes clés de la microfinance sont, notamment :

- ✚ **Microcrédit** : il s'agit de petits prêts accordés pour financer le démarrage ou le développement d'une activité économique, ou pour faire face à des besoins familiaux urgents ;
- ✚ **Epargne** : elle permet d'encourager l'accumulation de fonds et faire face à des dépenses imprévues ;
- ✚ **Micro-assurance** : c'est pour protéger les bénéficiaires contre des risques tels que les maladies, les pertes des biens ou les chocs climatiques ;
- ✚ **Transferts d'argent** : la microfinance inclut des services de transfert d'argent, essentiels pour les populations qui n'ont pas d'accès facile aux services financiers classiques.

1.1.2. Les Objectifs et bénéfices de la microfinance

Les objectifs fondamentaux de la microfinance comprennent : **la lutte contre la pauvreté, l'inclusion financière, l'autosuffisance**, etc.

- **La lutte contre la pauvreté** : la microfinance est un outil puissant pour aider les ménages pauvres à améliorer leurs revenus, se doter d'actifs et protéger des chocs économiques ;
- **L'inclusion financière** : elle permet aux personnes marginalisées, notamment les femmes et les handicapés des zones rurales d'accéder aux services financiers et de s'inscrire dans l'économie formelle ;
- **Autosuffisance** : en fournissant les ressources nécessaires pour démarrer ou développer une activité, la microfinance favorise l'indépendance financière et la capacité des individus à planifier leur avenir ;
- **Etc.**

1.2. Financement

1.2.1. Notions

Tous les agents économiques, les entreprises, les ménages, les administrations publiques ou privées, les pays, etc. ont besoin de se financer.

Le concept financement amène à distinguer deux notions importantes :

- ✚ Les agents à capacité de financement ;
- ✚ Les agents à besoin de financement

1.2.1.1. Les agents à capacité de financement

Cette catégorie regroupe les agents dont les ressources excèdent leurs emplois. En d'autres termes, il s'agit des agents dont les revenus sont supérieurs aux dépenses. Ceci amène à ce qu'on appelle la capacité d'autofinancement. (CPCC, 2019).

1.2.1.2. Les agents à besoin de financement

Il s'agit des agents dont les encaisses sont inférieures aux encaisses dont ils ont besoin. Ce sont donc des agents dont les dépenses excèdent les revenus et qui ne peuvent par conséquent se financer qu'en faisant appel à d'autres agents. Ils doivent donc se procurer un financement externe. Une entreprise, ou un agent économique peut naturellement se financer de deux manières, à savoir le **financement interne** c'est-à-dire autofinancement et par le **financement externe**, provenant de l'extérieur. Ce dernier, qui consiste à solliciter des capitaux extérieurs, peut emprunter de deux canaux distincts :

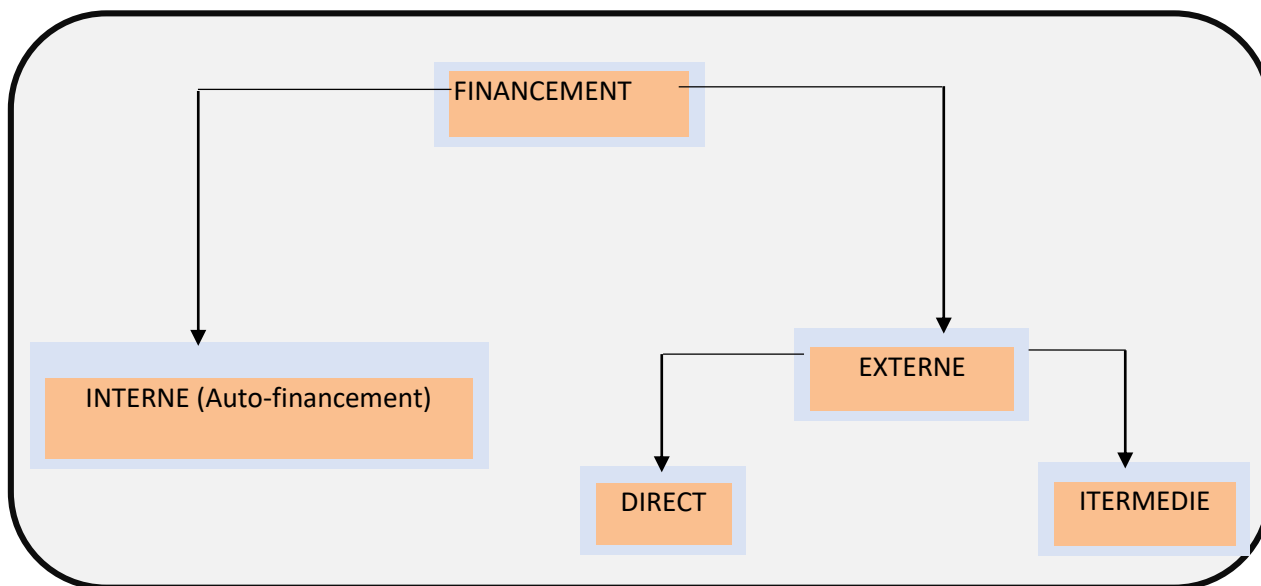
- Auprès des agents financiers ; dans ce cas, le financement est dit **intermédié** ;
- Directement auprès d'autres agents ; on parle alors de financement **direct**.

Ces deux modalités de financement peuvent être résumées en ce qu'on appelle traditionnellement « **arbre de financement** ».

1.2.2. Arbre de financement

L'arbre de financement est présenté par la figure ci-dessous :

Figure 1 : Arbre de financement



(Source : DELAPLACE, 2006)

1.3. Activités socio-économiques

Les activités socio-économiques désignent l'ensemble des pratiques de production, de distribution, d'échange et de consommation de biens et de services structurant la vie des ménages et des agents économiques au sein d'une communauté. Defourny et Nyssens (2013). Il s'agit donc de l'ensemble des actions qui intègrent simultanément des aspects sociaux et économiques. Elles se déploient dans divers secteurs, tels que l'agriculture, l'industrie, les services et, plus récemment, les activités numériques. Ces activités ne se limitent pas à la seule production des biens et services, mais englobent également les relations sociales qui les sous-tendent ainsi que les impacts de ces de ces activités sur la société. En province de l'Ituri, et plus spécifiquement dans la ville de Bunia, ces activités se déploient dans un environnement hybride où le secteur informel prédomine et où les chocs sécuritaires récurrents imposent des stratégies d'adaptation permanentes aux populations locales.

I.3.1. Typologie des activités socio-économiques en Province de l'Ituri

L'écosystème entrepreneurial et commercial de la Province de l'Ituri est caractérisé par une forte hétérogénéité des structures, que l'on peut classer en trois grands secteurs dynamiques :

- ✓ **Le commerce de détail et transfrontalier** : Compte tenu de la proximité de la province de l'Ituri avec l'Ouganda et le Soudan du Sud, une part majeure de la population active de cette Province est engagée dans le négoce de produits manufacturés, de denrées

alimentaires importées et de carburant. Ces petits commerçants souffrent structurellement d'un manque d'accès aux services bancaires conventionnels pour financer leur fonds de roulement (Nzereka, 2018).

- ✓ **L'agriculture périurbaine et le petit élevage** : Bien que Bunia soit un centre urbain en pleine expansion, son économie reste organiquement dépendante des flux agricoles provenant des territoires périphériques (Djugu, Irumu, Mahagi, etc.). Les micro-investissements dans le maraîchage, la commercialisation des céréales et le petit élevage constituent la principale source de subsistance et de lissage de la consommation pour les ménages vulnérables (Mugisa, 2021).
- ✓ **L'artisanat urbain et les petites unités de service** : Ce sous-secteur englobe les ateliers de menuiserie, de soudure, de couture, ainsi que le secteur hautement dynamique des transports urbains (motos-taxis) et des petites agences de services informatiques. Ces initiatives, bien que génératrices d'emplois pour la jeunesse locale, sont souvent confrontées à une précarité financière aiguë (Vwakanakazi, 2015).

I.3.2. L'interaction fonctionnelle entre la MECRE-BUNIA et les activités socio-économiques

L'application de la méthode structuro-fonctionnelle prend ici tout son sens : les activités socio-économiques de l'Ituri forment le "système d'environnement" avec lequel le sous-système financier qu'est la MECRE-BUNIA interagit (Parsons, 1951). D'une part, la mutuelle tire sa substance de l'épargne générée par ces activités. D'autre part, elle remplit sa fonction manifeste de financement en réinjectant cette épargne sous forme de microcrédits à court terme pour pérenniser ces mêmes activités. En outre, en Province de l'Ituri, les activités socioéconomiques sont diversifiées, axées principalement sur l'agriculture, l'élevage, l'exploitation minière et le commerce. La Province dispose d'un sol fertile propice à l'agriculture, ainsi que des ressources minières, notamment l'or, avec la célèbre mine de Kilo-Moto. (AZES, 2023). L'élevage est également une activité importante avec une production de gros et petit bétail. Cependant, la province fait face à des défis tels que le chômage élevé, la pauvreté et les conflits de diverses natures qui entravent le développement économique et social. Le territoire d'Aru présente une entité à vocation économique fortement agraire où la population pratique une agriculture majoritairement vivrière. Une partie de cette production est destinée au marché local, contribuant ainsi à l'accroissement (accroître le revenu ménager). Les cultures principales comprennent le manioc, le maïs, le haricot, les arachides, le sorgho et le riz qui constituent les principaux produits

de base. Par ailleurs, le territoire d'Aru produit une diversité d'agrumes dont l'essentiel est exporté vers l'Ouganda voisin, où se trouvent des industries de transformation agroalimentaires.

La position frontalière du territoire, le situant à la jonction avec l'Ouganda et le Soudan du sud, favorise un commerce transfrontalier dynamique. Le petit commerce y est pratiqué pour couvrir certains besoins primaires de la population. Dans le territoire de Djugu, les activités socio-économiques dominantes sont : l'agriculture, élevage de gros et petits bétails ainsi que la volaille. La pêche est également pratiquée sur le Lac Albert. La région occidentale de ce territoire se distingue par la prédominance des activités aurifères. Pour sa part, la communauté maintient les modes de subsistance traditionnelle, basée sur la chasse et la cueillette. L'activité économique dans le territoire d'Irumu est principalement animée par des grossistes et des détaillants des produits manufacturés, généralement approvisionnés depuis les pôles urbains de Bunia ou de Butembo. Il est à noter que nombreux de ces opérateurs économiques sont également de grands cultivateurs du territoire. La majorité des PME sont orientées vers la vente des produits d'importation tandis que les PMI y sont très peu développées. Grâce à la fertilité de ses sols et au dynamisme de sa population, le territoire de Mahagi possède une vocation agricole incontournable. Si l'agriculture est principalement vivrière, certaines cultures telles que le café, le coton, le tabac sont destinées à l'exportation vers l'Ouganda. La pêche constitue une autre activité principale de la population de Mahagi bien qu'elle soit pratiquée de manière rudimentaire sans intrants modernes ni processus d'industrie. L'élevage domestique quant à lui, reste majoritairement domestique. En territoire de Mambasa enfin, le paysage socio-économique est essentiellement constitué de l'exploitation minière, de l'exploitation forestière, de l'agriculture, de l'élevage, de petits commerces, etc. (AZES, 2023).

I.3.3. Tableau synthétique des activités économiques de l'Ituri

La synthèse des activités socio-économique est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : synthèse des activités socio-économiques en Ituri

N0	TERRITOIRE /VILLE	ACTIVITES	OBSERVATIONS
1	ARU	Agriculture (manioc, maïs, riz, haricots, etc.), élevage (bovins, caprins, porcs, etc.), petit commerce, etc.	Riche en ressources agricoles.
2	DJUGU	Exploitation minière (or), agriculture (maïs, riz, etc.), élevage (bovins, caprins, porcs, etc.), etc.	Conflits liés à la terre et aux ressources minières
3	IRUMU	Agriculture (manioc, maïs, riz, café, cacao, etc.), élevage (bovins, caprins, porcs, etc.), exploitation forestière, etc.	Potentiel agricole important mais menace de déforestation.
4	MAHAGI	Agriculture (manioc, maïs, riz, haricots, etc.), élevage (bovins, caprins, porcs, etc.), pêche, etc.	Accès au Lac Albert pour la pêche.
5	MAMBASA	Agriculture (manioc, maïs, riz, etc.), élevage (bovins, caprins, porcs, etc.), exploitation forestière, etc.	Conflits liés à la terre et à l'exploitation forestière
6	BUNIA(Ville)	Commerce, services, petites industries, agriculture vivrière, etc.	Centre administratif et commercial de la Province de l'Ituri

(Source : AZES, 2023)

I.4. Inclusion financière

L'inclusion financière se définit comme l'accès universel et effectif des populations et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) à une gamme complète de produits et services financiers formels. Ces services incluent les comptes d'épargne, les crédits, les systèmes de paiement, les transferts de fonds et les produits d'assurance. Pour être inclusive, cette offre doit être adaptée aux besoins des bénéficiaires, fournie à un coût abordable et de manière responsable et durable. Dans le contexte spécifique de la Province de l'Ituri. L'inclusion financière matérialise la rupture avec

l'exclusion bancaire traditionnelle, Bahati (2023). Les Institutions classiques appliquent des conditions de garantie souvent inaccessibles pour les opérateurs du secteur informel. La MECRE-BUNIA comble ce fossé en démocratisant l'accès aux ressources financières.

I.4.1. Intermédiation financière et de l'asymétrie d'information

Dans le contexte socio-économique de la Province de l'Ituri, et plus particulièrement dans la ville de Bunia, le système bancaire classique souffre d'une forte rigidité. Les banques commerciales traditionnelles tendent à exclure une grande partie de la population active en raison du phénomène de rationnement du crédit. Comme l'ont démontré Stiglitz et Weiss (1981) dans leur article fondateur « Credit Rationing in Markets with Imperfect Information » publié dans l'American Economic Review, ce rationnement s'explique par deux mécanismes majeurs liés à l'asymétrie d'information :

- **La sélection adverse (antérieure à l'octroi du crédit) :** N'ayant pas une parfaite connaissance de la moralité ou de la viabilité des projets des demandeurs, les prêteurs fixent des taux d'intérêt élevés ou exigent des garanties hypothécaires disproportionnées. À Bunia, la majorité de petits commerçants et entrepreneurs évoluent dans l'informel et ne possèdent pas ces documents légaux.
- **L'aléa moral (postérieur à l'octroi du crédit) :** C'est le risque que l'emprunteur utilise les fonds à d'autres fins que celles convenues, ou ne fournisse pas l'effort nécessaire pour garantir la rentabilité du projet.

Pour contourner ces obstacles, la théorie moderne de l'intermédiation financière issue des travaux de Diamond (1984) (« Financial Intermediation and Delegated Monitoring », Review of Economic Studies) rappelle que des Institutions spécifiques doivent jouer le rôle de « contrôleur délégué ». C'est précisément ici que s'insère l'apport de la MECRE-BUNIA. En tant qu'Institution de microfinance, elle fonde son modèle sur la proximité informationnelle et la théorie du capital social développée par Putnam (1993). Pour suppléer à l'absence de garanties réelles, elle utilise des mécanismes de substitution comme l'historique d'épargne de l'adhérent, sa notoriété au sein du marché de Bunia ou le cautionnement solidaire. Cette approche rejoint les conclusions de Morduch (1999) dans « The Microfinance Promise » (Journal of Economic Literature), qui explique que la microfinance parvient à réduire considérablement les coûts de transaction et de surveillance grâce à son ancrage communautaire.

I.4.2. L'impact socio-économique de l'inclusion financière

L'inclusion financière n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'améliorer les conditions de vie et de stimuler le dynamisme économique local. Selon la définition de la Banque Mondiale, l'inclusion financière signifie que les individus et les entreprises ont accès à des produits financiers utiles et adaptés à leurs besoins. Les rapports successifs de la Banque Mondiale, notamment les données de la base Global Findex Database (2014, 2017, 2021), démontrent de manière empirique que l'accès aux services financiers formels transforme la structure socio-économique des ménages en Afrique subsaharienne selon trois axes majeurs :

- **Le lissage de la consommation et la résilience aux chocs** : Comme le soulignent Demirgüç-Kunt et al. (2018) dans leur ouvrage mondial sur l'inclusion financière, l'accès à un compte d'épargne formel permet aux populations des zones fragiles de constituer une épargne de précaution. Durant la décennie 2014–2024, marquée par des instabilités en Ituri, cette épargne ou l'obtention d'un microcrédit rapide auprès de la MECRE Bunia a évité la décapitalisation des ménages (vendre les outils de production à perte pour subvenir aux besoins immédiats).
- **L'autonomisation et la création d'emplois (Effet multiplicateur)** : Les travaux de Banerjee, Duflo et al. (2015) (« Six Randomized Evaluations of Microcredit », American Economic Journal) confirment que si le microcrédit ne supprime pas massivement la pauvreté du jour au lendemain, il stimule fortement l'auto-emploi et l'extension des micro-entreprises existantes. À Bunia, l'injection de liquidités par la MECRE Bunia permet d'augmenter les fonds de roulement des commerçants du marché central, générant de petites opportunités d'emplois indirects (transporteurs, manutentionnaires).
- **L'investissement dans le capital humain** : D'après les analyses d'Amartya (1999) sur l'approche par les capacités (« Development as Freedom »), l'accès aux ressources financières libère les opportunités économiques des individus. L'intermédiation de la MECRE-BUNIA permet le financement à cycle régulier de la scolarité des enfants (crédits scolaires) et la prise en charge des soins de santé des familles, favorisant le développement humain dans la région.

I.4.3. Le cadre réglementaire de l'inclusion financière en RDC

L'évolution de la MECRE-BUNIA entre 2014 et 2024 s'inscrit obligatoirement dans le respect du cadre juridique et réglementaire édicté par les autorités monétaires du pays. L'activité de

l'institution est régie par la **Loi n° 002/2002 du 02 février 2002** portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit (COOPEC) ainsi que par la **Loi n° 11/020 du 15 septembre 2011** fixant les règles relatives à l'activité de Microfinance en République Démocratique du Congo. Ces textes obligent la MECRE-BUNIA à observer des normes prudentielles de gestion (ratios de liquidité, de solvabilité et de couverture des risques) définies par les Instructions de la Banque Centrale du Congo (notamment l'Instruction Administrative n° 006 aux Institutions de Microfinance) pour garantir la protection de l'épargne publique. Par ailleurs, pour contrer le faible taux de bancarisation, la Banque Centrale du Congo (BCC) a publié sa Stratégie Nationale d'Inclusion Financière. Ce document-cadre officiel insiste sur le fait que les IMF et les COOPEC constituent le relais indispensable de la politique monétaire pour atteindre les masses populaires et le secteur informel. Quant à la supervision et la digitalisation du secteur, selon les rapports annuels de la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers (DSIF) de la BCC, le régulateur a accentué le contrôle des risques durant la dernière décennie tout en encourageant l'interopérabilité et la finance digitale. Pour ce qui concerne la MECRE-BUNIA, ce cadre explique l'obligation pour l'institution de moderniser ses services au cours des dernières années afin de rester conforme aux exigences de gouvernance et de stabilité financière édictées par la Banque Centrale du Congo.

2. RESULTATS

Cette section est axée sur la présentation de population d'étude et l'évolution de taux d'intérêt à la MECRE BUNIA, analyse et traitement des résultats et enfin la discussion des résultats.

2.1. Présentation de la population d'étude

2.1.1. Présentation de l'effectif des membres de la MECRE-BUNIA depuis 2014 à 2024

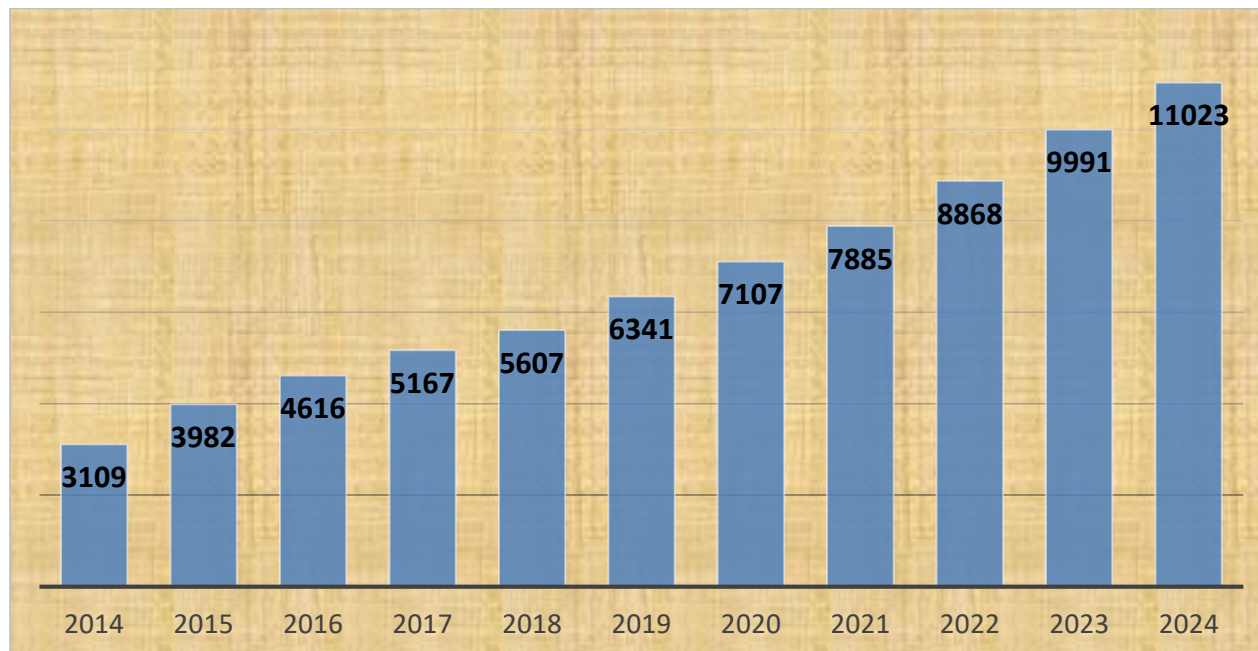
Tableau 2 : Evolution de l'effectif des membres de la MECRE-BUNIA depuis 2014 à 2024

ANNEE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
EFFECTIF	3109	3982	4616	5167	5607	6341	7107	7885	8868	9991	11023

(Source : Nous-même à partir des données d'enquête)

Le tableau ci-dessus indique l'évolution de l'effectif des membres de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Bunia entre l'année 2014 et 2024. Ainsi, l'effectif ayant été de 3 109 en 2014 est passé à 11 023 en 2024. Cette situation est présentée dans le graphique suivant :

Graphique 1 : Evolution de l'effectif des membres de la MECRE-BUNIA depuis 2014 à 2025



(Source : Nous-même à partir des données d'enquête)

2.1.2. Présentation de l'effectif des membres emprunteurs de la MECRE-BUNIA depuis 2014 à 2024

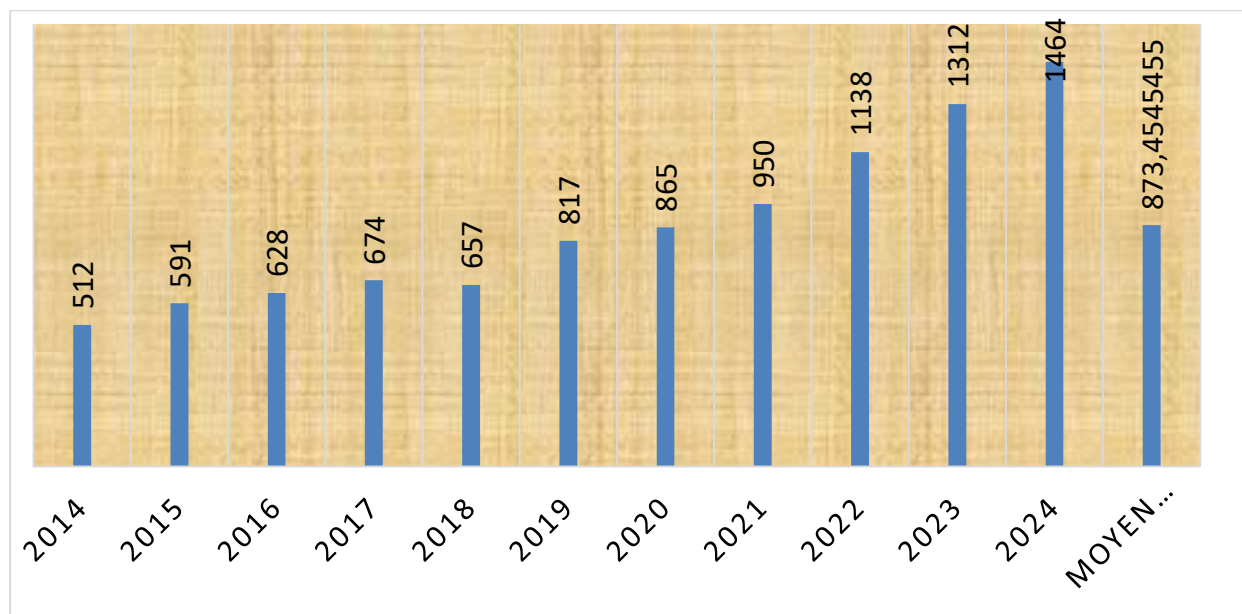
Tableau 3 : Evolution de l'effectif des membres emprunteurs de la MECRE BUNIA depuis 2014 à 2025

ANNEE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	MOYENNE
EFFECTIF	512	591	628	674	657	817	865	950	1138	1312	1464	873,454545

(Source : Nous-même à partir des données d'enquête)

De 2014 à 2025, l'effectif des membres de la MECRE-BUNIA ayant eu l'accès au crédit est passé de 512 en 2014 à 1 464 en 2024. Ce qui représente une moyenne arithmétique de 873, 5 sur l'ensemble de cette période d'étude. Ci-dessous le graphique représentant cette évolution :

Graphique 2 : Evolution de l'effectif des membres emprunteurs de la MECRE-BUNIA depuis 2014 à 2024



(Source : Nous-même à partir des données d'enquête)

2.1.3. Evolution du taux d'intérêt des crédits depuis 2014 à 2024

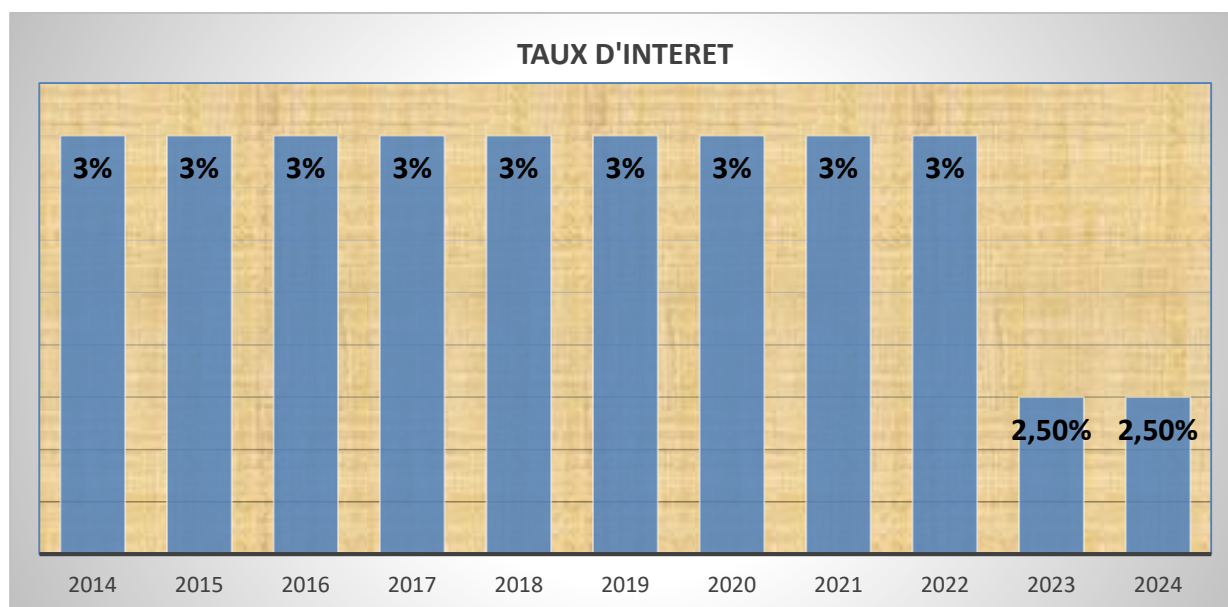
Tableau 4 : Evolution de taux d'intérêt des crédits de la MECRE-BUNIA depuis 2014 à 2024

ANNEEE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TAUX	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	2,50%	2,50%

(Source : Archive de la MECRE-BUNIA)

Le taux d'intérêt de crédit est resté stable soit 3% depuis 2014 jusqu' à 2022. Et depuis 2023, le taux a baissé à 2,5%. Ci-après le tableau qui indique cette évolution de taux d'intérêt :

Graphique 3 : Evolution du taux d'intérêt des crédits depuis 2014 à 2024



(Source : Archive de la MECRE-BUNIA)

2.2. Analyse et traitement des résultats

Pour l'analyse et traitement des résultats, deux outils de base sont mis en exergue, à savoir le logiciel SPSS et l'analyse économétrique.

2.2.1. Analyse statistique par l'usage de logiciel SPSS

Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon le sexe

Sexe	Effectifs	Pourcentage
Homme	96	63,6
Femme	55	36,4
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Les données du tableau montrent que la majorité des enquêtés sont des hommes, soit 63,6 % contre 36,4 % de femmes. Cette répartition indique une dominance masculine parmi les personnes interrogées, ce qui peut s'expliquer par une plus grande implication des hommes dans les activités économiques ou financières dans la zone d'étude. Toutefois, la présence notable de femmes (plus du tiers) traduit une participation croissante du genre féminin dans les activités socio-économiques locales.

Tableau 6 : Répartition des enquêtés selon la tranche d'âge

Intervalles d'âges	Effectifs	Pourcentage
18 à 25 ans	3	2,0
26 à 32 ans	28	18,5
33 à 40 ans	78	51,7
41 ans et plus	42	27,8
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

La majorité des enquêtés, soit 51,7 %, appartiennent à la tranche d'âge de 33 à 40 ans, suivis de 27,8 % ayant 41 ans et plus. Les jeunes de 26 à 32 ans représentent 18,5 %, tandis que les 18 à 25 ans ne constituent que 2 %.

Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon les territoire/la ville de résidence

Territoire/Ville	Effectifs	Pourcentage
Djugu	2	1,3
Irumu	4	2,6
Bunia	145	96,0
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

La ville de Bunia concentre la quasi-totalité des enquêtés, soit 96 %, contre 2,6 % à Irumu et 1,3 % à Djugu. Cette forte représentation de Bunia s'explique par le poids économique et administratif de la ville, qui constitue le principal centre urbain et commercial de la province de l'Ituri. Elle est donc le point focal des activités socio-économiques étudiées, tandis que Djugu et Irumu ne présentent qu'une participation marginale. Aussi, la MECRE BUNIA n'a pas de représentations à l'intérieur de la Province de l'Ituri.

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon la profession

Professions	Effectifs	Pourcentage
Commerçants	53	35,1
Fonctionnaires	45	29,8
Enseignants	33	21,9
Agricultures	7	4,6
Eleveurs	4	2,6
Autres	9	6,0
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Les commerçants représentent la catégorie la plus importante avec 35,1 % des répondants, suivis des fonctionnaires (29,8 %) et des enseignants (21,9 %). Les agriculteurs et éleveurs constituent des minorités avec respectivement 4,6 % et 2,6 %, tandis que la catégorie autres regroupe 6 %.

Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon les opérations effectuées à la MECRE-BUNIA

	Effectifs	Pourcentage
Dépôt- retrait	11	7,3
Dépôt-Retrait-Emprunt	140	92,7
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Une très large majorité des enquêtés (92,7 %) effectuent à la MECRE-BUNIA des opérations combinant dépôts, retraits et emprunts, tandis qu'une minorité (7,3 %) se limite aux simples opérations de dépôt et retrait. Cette répartition montre que la MECRE-BUNIA n'est pas seulement utilisée comme une institution d'épargne, mais surtout comme un outil de financement permettant aux adhérents d'accéder au crédit pour soutenir leurs activités économiques.

Tableau 10 : Types de comptes ouverts par les enquêtés

	Effectifs	Pourcentage
Compte épargne	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Tous les enquêtés (100 %) possèdent un compte d'épargne à la MECRE-BUNIA. Ce résultat confirme la vocation première d'institution d'épargne et de crédit de la MECRE-BUNIA, où l'ouverture d'un compte d'épargne constitue une condition préalable à toute opération, notamment l'accès aux prêts.

Tableau 11 : Répartition des enquêtés selon le fait d'avoir déjà emprunté à la MECRE-BUNIA

	Effectifs	Pourcentage
Oui	140	92,7
Non	11	7,3
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Une proportion écrasante de 92,7 % des enquêtés ont déjà bénéficié d'un crédit auprès de la MECRE-BUNIA, contre seulement 7,3 % qui ne l'ont jamais fait. Cela montre que la politique de crédit est bien active et que la majorité des membres profitent effectivement des produits de financement offerts par la coopérative.

Tableau 12 : Motifs d'emprunt des enquêtés auprès de la MECRE-BUNIA

	Effectifs	Pourcentage
AGR	86	57,0
Consommations	53	35,1
Autres	12	7,9
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

La majorité des enquêtés (57 %) empruntent pour financer des activités génératrices de revenus (AGR), tandis que 35,1 % le font pour des besoins de consommation et 7,9 % pour d'autres motifs (santé, scolarité, événements familiaux, etc.). Cela indique que la MECRE-BUNIA joue un rôle essentiel dans le financement productif local, tout en répondant aussi à des besoins sociaux ponctuels.

Tableau 13 : Fréquence des emprunts effectués par les enquêtés

Fréquences d'emprunt	Effectifs	Pourcentage
Une fois	7	4,6
Deux fois	24	15,9
Trois fois	15	9,9
Quatre fois	59	39,1
Cinq fois et plus	35	23,2

Aucune fois	11	7,3
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

La majorité des membres (39,1 %) ont emprunté quatre fois, suivis de 23,2 % ayant emprunté cinq fois ou plus. Seuls 7,3 % n'ont jamais emprunté. Ces données traduisent une fidélité et une confiance élevées des membres envers la MECRE-BUNIA, la considérant comme un partenaire durable de financement pour leurs projets économiques.

Tableau 14 : Contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement des activités socio-économiques

	Effectifs	Pourcentage
Non	11	7,3
Oui	140	92,7
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Une très forte majorité (92,7 %) des enquêtés reconnaissent que le crédit obtenu auprès de la MECRE-BUNIA contribue effectivement au financement de leurs activités socio-économiques, contre seulement 7,3 % d'avis contraires. Cela témoigne la pertinence et l'impact positif de l'action de la MECRE-BUNIA dans le développement économique local.

Tableau 15 : Appréciation des conditions d'emprunt à la MECRE-BUNIA

	Effectifs	Pourcentage
Non	3	2,0
Oui	148	98,0
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Presque tous les enquêtés (98 %) estiment que les conditions d'emprunt sont favorables et leur permettent d'accéder facilement au crédit. Cela traduit la souplesse et l'accessibilité des conditions de prêt fixées par la MECRE-BUNIA, favorisant ainsi une large inclusion financière.

Tableau 16 : Perception du financement par crédit par rapport aux moyens financiers propres

	Effectifs	Pourcentage
Source principale de financement	7	4,6
Source secondaire de financement	144	95,4
Total	151	100,0

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

La quasi-totalité des enquêtés (95,4 %) considèrent le crédit de la MECRE-BUNIA comme une source secondaire de financement, tandis que seulement 4,6 % le perçoivent comme leur source principale. Cela suggère que, bien que la MECRE-BUNIA joue un rôle crucial dans le soutien des activités économiques, les membres disposent encore de moyens financiers propres ou d'autres sources de revenus qu'ils complètent par le crédit.

Tableau 17 : Relation entre la fréquence d'emprunt et la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement des activités socio-économiques

		Le crédit reçu de la MECRE-BUNIA contribue-t-il au financement de vos activités socio-économiques ?		
		Non	Oui	
Fréquence d'emprunts enquêtés	Une fois	3	4	7
	Deux fois	8	16	24
	Trois fois	0	15	15
	Quatre fois	0	59	59
	Cinq fois et plus	0	35	35
	Aucune fois	0	11	11
Total		11	140	151

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

L'analyse du tableau révèle que tous les enquêtés ayant emprunté trois fois ou plus (soit 109 personnes au total) déclarent que le crédit reçu contribue effectivement au financement de leurs activités socio-économiques. À l'inverse, les cas où le crédit n'a pas contribué concernent exclusivement les personnes ayant emprunté une ou deux fois. En effet :

- Parmi ceux ayant emprunté une seule fois, 3 sur 7 (42,9 %) affirment que le crédit n'a pas eu d'impact significatif.
- Parmi ceux ayant emprunté deux fois, 8 sur 24 (33,3 %) déclarent également ne pas avoir constaté de contribution notable.

Cette tendance montre que plus la fréquence d'emprunt augmente, plus les bénéficiaires reconnaissent un effet positif du crédit sur leurs activités. Cela peut s'expliquer par une meilleure expérience de gestion du crédit, une capacité accrue à investir dans des projets rentables et une relation de confiance renforcée entre les membres et la MECRE-BUNIA.

Ainsi, l'impact économique du crédit semble progressif et cumulatif, se consolidant au fur et à mesure que les adhérents contractent plusieurs prêts.

La valeur du Khi-deux de Pearson ($\chi^2 = 46,654$, ddl = 5, $p = 0,000$) est hautement significative ($p < 0,05$). Ainsi, les hypothèses alternatives suivantes ont été formulées pour l'interprétation de ce test :

- H_0 : Les deux variables sont indépendantes (la fréquence d'emprunt n'explique pas la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques) ;
- H_1 : les deux variables ne sont pas indépendantes (la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques s'explique par la fréquence d'emprunt).

La probabilité asymptotique obtenue étant de $p = 0,000$ inférieure à 0,05, on rejette H_0 . Cela indique qu'il existe une relation statistiquement significative entre la fréquence d'emprunt et la contribution du crédit au financement des activités socio-économiques.

Même si certaines cellules présentent des effectifs théoriques faibles (ce qui peut légèrement affecter la précision du test), la tendance générale reste claire : Plus la fréquence d'emprunt est élevée, plus le crédit de la MECRE-BUNIA contribue efficacement au financement des activités socio-économiques des membres.

Tableau 18 : Relation entre les motifs d'emprunt et la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement des activités socio-économiques

		Le crédit reçu de la MECRE-BUNIA contribue-t-il au financement de vos activités socio-économiques ?		
		Non	Oui	
	AGR	11	75	86
Les motifs d'emprunts	Consommations	0	53	53
	Autres	0	12	12
Total		11	140	151

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Les résultats montrent que tous les enquêtés ayant contracté un emprunt pour la consommation ou pour d'autres motifs estiment que le crédit de la MECRE-BUNIA a contribué positivement au financement de leurs activités socio-économiques. En revanche, les 11 répondants (7,3 %) ayant déclaré que le crédit n'a pas contribué à leurs activités appartiennent exclusivement à la catégorie de ceux qui ont emprunté pour des activités génératrices de revenus (AGR). Ce constat peut s'expliquer par le fait que certains emprunteurs orientés vers les AGR n'ont pas encore atteint les rendements escomptés, ou ont pu rencontrer des difficultés de gestion, de remboursement ou de rentabilité, réduisant ainsi l'impact du crédit sur leurs activités. Néanmoins, la majorité écrasante des bénéficiaires de crédits pour AGR (75 sur 86, soit 87,2 %) reconnaissent que le financement obtenu a effectivement soutenu leurs initiatives économiques. Globalement, cette répartition montre que le crédit octroyé par la MECRE-BUNIA profite à toutes les catégories d'emprunteurs, mais qu'il est particulièrement productif pour ceux qui l'utilisent de manière récurrente et orientée vers la production. Pour interpréter la valeur du test du Khi-deux de Pearson de lien entre le motif de l'emprunt et la contribution de crédit ($\chi^2 = 8,967$, ddl = 2, p = 0,011), nous avons formulé les hypothèses alternatives ci-après :

- H0 : Les deux variables sont indépendantes (le motif d'emprunt n'explique pas la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques) ;

- H1 : les deux variables ne sont pas indépendantes (la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques s'explique par le motif d'emprunt).

La valeur $p = 0,011$ obtenue étant inférieure à $0,05$ ($p < 0,05$), on rejette l'hypothèse nulle (H_0). Cela signifie qu'il existe une relation significative entre les motifs d'emprunt et la contribution du crédit au financement des activités socio-économiques. En d'autres termes, l'utilisation faite du crédit influence son impact : les résultats varient selon que le crédit est destiné à des activités productives (AGR), à la consommation ou à d'autres usages. Cette relation atteste que l'efficacité économique du crédit dépend de la nature de son emploi. Les crédits destinés à la production génèrent des effets économiques plus visibles à moyen terme, tandis que ceux orientés vers la consommation produisent un impact plus immédiat mais souvent non durable. Malgré la présence de quelques cellules à effectif théorique faible (33,3 %), la significativité du test reste solide et interprétable.

Tableau 19 : Relation entre la profession des enquêtés et la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques

		Le crédit reçu de la MECRE-BUNIA contribue-t-il au financement de vos activités socio-économiques ?		
		Non	Oui	
Profession	Commerçants	11	42	53
	Fonctionnaires	0	45	45
	Enseignants	0	33	33
	Agriculteurs	0	7	7
	Eleveurs	0	4	4
	Autres	0	9	9
Total		11	140	151

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Ce tableau analyse la relation entre la profession des enquêtés et l'impact du crédit reçu de la MECRE-BUNIA sur le financement de leurs activités socio-économiques.

Les résultats montrent que :

- Parmi les 53 commerçants, 42 (soit 79,2 %) reconnaissent que le crédit reçu a contribué au financement de leurs activités, contre 11 (20,8 %) qui estiment le contraire.



- L'ensemble des fonctionnaires (45), enseignants (33), agriculteurs (7), éleveurs (4) et autres catégories (9) affirment unanimement que le crédit a effectivement contribué à soutenir leurs activités socio-économiques.
- Aucun répondant de ces groupes n'a déclaré que le crédit ne contribuait pas à ses activités, ce qui traduit une forte reconnaissance du rôle du crédit dans le renforcement économique des bénéficiaires, en dehors de quelques commerçants insatisfaits.

Le test du Khi-deux de Pearson consigné dans le tableau 8, nous présente les valeurs ci-après : ($\chi^2 = 21,938$; ddl = 5 ; $p = 0,001 < 0,05$). Pour faciliter la lecture de ces valeurs, nous avons reformulé les hypothèses suivantes :

- H0 : Les deux variables sont indépendantes (la profession des enquêtés n'explique pas la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques) ;
- H1 : les deux variables ne sont pas indépendantes (la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques s'explique par la profession des enquêtés).

Pour que le lien soit non significatif entre les deux variables, la probabilité de significativité asymptotique devrait être supérieure à 0,05 (seuil de significativité). Dans le cas pratique, la valeur obtenue est de $p = 0,001 < 0,05$, d'où, nous rejetons l'hypothèse nulle(H0) et concluons l'existence d'une relation statistiquement significative entre la profession et l'appréciation de la contribution du crédit. Cela signifie que le type d'activité professionnelle influence la perception de l'efficacité du crédit octroyé par la MECRE-BUNIA.

Tableau 20 : Relation entre l'âge des enquêtés et la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques

		Le crédit reçu de la MECRE-BUNIA contribue-t-il au financement de vos activités socio-économiques ?		
		Non	Oui	
Age	18 à 25 ans	1	2	3
	26 à 32 ans	8	20	28
	33 à 40 ans	2	76	78
	41 ans et plus	0	42	42
Total		11	140	151

(Source : Nous-même sur base de logiciel SPSS)

Ce tableau met en évidence la relation entre l'âge des bénéficiaires du crédit et leur perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques. Les résultats révèlent que :

- Parmi les jeunes de 18 à 25 ans, 2 sur 3 (soit 66,7 %) reconnaissent l'apport positif du crédit, contre 1 (33,3 %) qui ne le perçoit pas.
- Dans la tranche de 26 à 32 ans, 20 enquêtés sur 28 (soit 71,4 %) estiment que le crédit a contribué à financer leurs activités, tandis que 8 (28,6 %) ne le pensent pas.
- Pour les 33 à 40 ans, la quasi-totalité (76 sur 78, soit 97,4 %) affirment que le crédit a soutenu leurs activités socio-économiques.
- Enfin, parmi les plus de 41 ans, tous les 42 répondants (100 %) estiment que le crédit de la MECRE-BUNIA a effectivement contribué au financement de leurs activités socio-économiques.

Ces résultats traduisent une tendance claire : plus les bénéficiaires sont âgés, plus ils reconnaissent la pertinence et l'efficacité du crédit reçu. Les jeunes, souvent au début de leur carrière ou de leurs activités économiques, manifestent une satisfaction moindre, probablement en raison d'une expérience limitée dans la gestion des crédits ou d'attentes encore non comblées.

Le test du Khi-deux de Pearson consigné dans le tableau N° 16 présente les valeurs suivantes: ($\chi^2 = 27,672$; ddl = 3 ; $p = 0,000 < 0,05$). Ainsi, pour interpréter ces valeurs, nous avons formulé les hypothèses alternatives suites :

- H0 : Les deux variables sont indépendantes (l'âge des enquêtés n'explique pas la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques) ;
- H1 : les deux variables ne sont pas indépendantes (la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques s'explique par l'âge des enquêtés)

Or, dans notre cas, la valeur $\chi^2 = 27,672$; ddl = 3 ; $p = 0,000 < 0,05$, avec une probabilité de la signification asymptotique inférieure ($p = 0,000$) à (0,05), ce qui nous conduit à rejeter l'hypothèse nulle(H0) d'indépendance et confirmons qu'il existe une relation statistiquement significative entre l'âge et la perception de la contribution du crédit.

Autrement dit, l'âge influence significativement la manière dont les bénéficiaires évaluent l'impact du crédit sur leurs activités socio-économiques.

2.2.2. Analyse économétrique

Cette analyse complète le précédent rapport d'analyse en y intégrant des représentations graphiques avancées. L'objectif est d'illustrer visuellement la structure des données et de matérialiser le risque de non-contribution mis en évidence par le test économétrique du Chi-deux (χ^2).

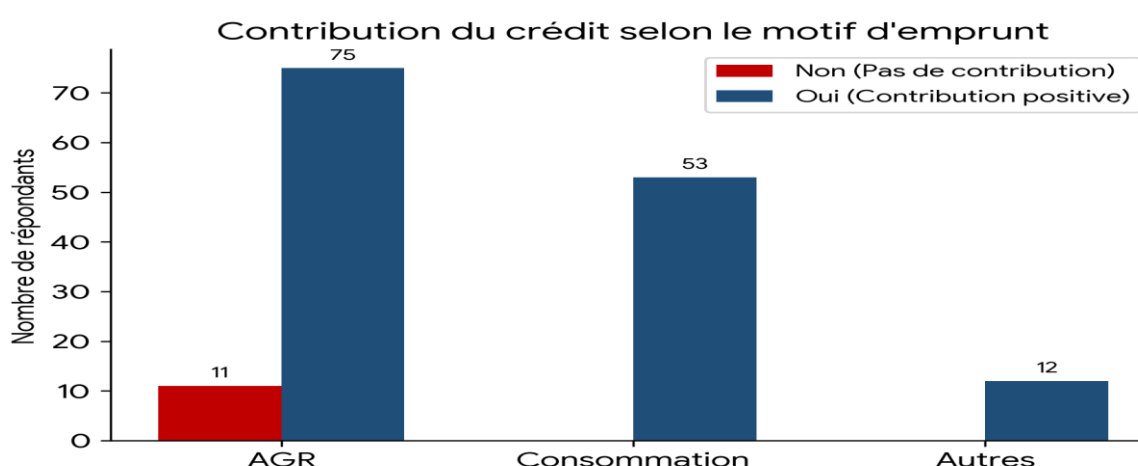
2.2.2.1. Analyse selon le motif de crédit

Tableau 21 : Résultats du Test Économétrique

Métrique Économétrique	Valeur Calculée	Seuil de Décision	Conclusion Statistique
Degrés de liberté (ddl)	2	(Lignes - 1) × (Colonnes - 1)	Fixe le cadre critique
Statistique du Chi-deux (χ^2)	7,84	Seuil théorique à 5% = 5,99	χ^2 calculé > χ^2 théorique
P-value (Probabilité exacte)	0,0198 (1,98%)	Seuil alpha α = 5% (0,05)	$p < 0,05$ (Très significatif)
Coefficient de contingence	0,222	Échelle entre 0 et 1	Intensité de la relation modérée

(Source : Analyse économétrique sur base du tableau 18)

Graphique 4 : Diagramme en barres juxtaposées de la contribution selon le motif



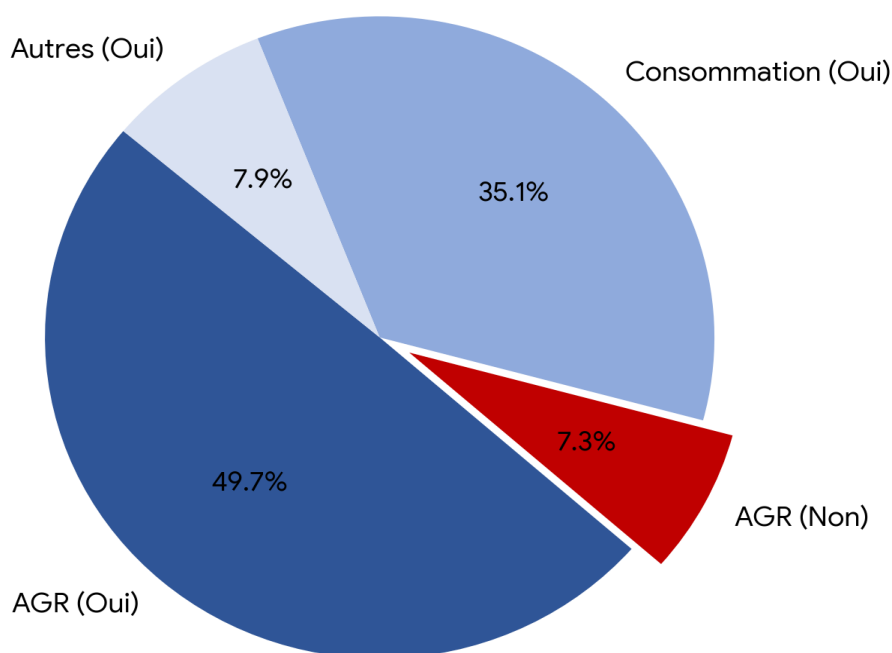
(Source : analyse économétrique sur base du tableau 18)

Ce diagramme met clairement en relief l'asymétrie des réponses. La barre rouge représentant l'absence de contribution du crédit se concentre exclusivement sur les Activités Génératrices de

Revenus (AGR). S'agissant de la consommation et d'autres motifs, la distribution montre une absence totale d'échec (0 répondant). Cela illustre graphiquement pourquoi le test du Chi-deux rejette l'indépendance : la survenue du 'Non' dépend strictement du fait que l'emprunteur a choisi le motif AGR.

Graphique 5 : Structure globale de l'échantillon de la MECRE-BUNIA

Structure globale de l'échantillon (N=151)



(Source : Analyse économétrique sur base de données du tableau...)

Le diagramme sectoriel met en perspective le poids de chaque catégorie. La part des AGR (Oui) représente le plus grand segment de l'échantillon (49,7%), suivi de la Consommation (Oui) à 35,1%. Le segment extrait en rouge montre la proportion exacte du 'paradoxe économique' : les AGR (Non) représentent 7,3% de la totalité des bénéficiaires de la microfinance. L'objectif institutionnel est de réduire cette poche de vulnérabilité. L'analyse croisée des tableaux et des figures confirme que le crédit de la MECRE-BUNIA est un puissant vecteur d'inclusion (92,7% d'impact positif global). Toutefois, l'intégration des graphiques prouve que le risque de crédit et d'échec opérationnel est inhérent à l'investissement productif micro-entrepreneurial. Les crédits non productifs (consommation) se caractérisent par une utilité certaine à 100%, tandis que les crédits aux AGR sont soumis à la conjoncture locale de de la Province de l'Ituri dont la Ville de

Bunia, nécessite l'application immédiate des recommandations de suivi managérial et de flexibilité des échéances proposées.

2.2.2.2. Analyse selon la fréquence d'emprunt

A. Modélisation économétrique

Pour surmonter le problème statistique majeur de la « séparation parfaite » (absence totale de réponses négatives à partir du troisième cycle d'emprunt qui rend caduque l'estimation d'un modèle Logit ou Probit standard sans correction), les modalités initiales sont regroupées de manière économétrique en deux catégories homogènes et comparables :

- **Faible fréquence (Groupe de contrôle, X = 0) :** Individus ayant contracté 0, 1 ou 2 crédits (Taille de l'échantillon : n = 42).
- **Forte fréquence (Groupe traité, X = 1) :** Individus ayant contracté 3 crédits ou plus (Taille de l'échantillon : n = 109).

Le modèle appliqué est un Modèle Linéaire de Probabilité (LPM) estimé par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO), dont l'équation se présente de la manière suivante :

$$Y = \beta_0 + \beta_1 \cdot \text{Forte_Fréquence} + \varepsilon$$

B. Tableau Synthétique des Résultats de la Régression linéaire

La synthèse des résultats de la régression linéaire est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 22 : Synthèse des résultats de la régression linéaire

Variables / Indicateurs	Coefficient (β)	Erreur-type	Statistique t	Valeur-p
Constante (β_0) [Faible fréquence : ≤ 2 emprunts]	0,7381	0,036	20,492	0,000
Forte fréquence (β_1) [Répétition : ≥ 3 emprunts]	0,2619	0,042	6,178	0,000
Nombre d'observations (N)	151			
R-carré (R²)	0,204			
Statistique F (1, 149)	38,17			Prob > F = 0,0000
Test de Chi-deux (χ^2)	44,52			Prob < 0,001
Log-Likelihood	6,432			

(Source : Analyse économétrique sur base des données de tableau 17)

C. Interprétations économétriques approfondies

a. Interprétation des Coefficients et Effets Marginaux

- **La Constante ($\beta_0 = 0,7381$)** : Elle représente la probabilité de base de perception positive pour le groupe de référence. Ainsi, un agent économique ayant emprunté deux fois ou moins a spontanément 73,81 % de chances de valider l'impact positif du crédit sur ses activités.
- **Le Coefficient de Forte Fréquence ($\beta_1 = 0,2619$)** : Ce paramètre mesure le gain marginal de probabilité lié à la fidélisation. Le passage à une fréquence de 3 emprunts et plus augmente de manière nette la probabilité de perception positive de 26,19 %, toutes choses égales par ailleurs. En sommant la constante et ce coefficient ($0,7381 + 0,2619 = 1,0000$), on constate que la probabilité d'un impact positif perçu atteint le score parfait de 100 % chez les bénéficiaires réguliers.

b. Tests de validité générale et signification statistique

- **Significativité individuelle (p-value = 0,000)** : La probabilité critique associée à la variable de forte fréquence est strictement inférieure au seuil de 1 %. On rejette l'hypothèse nulle (H_0) d'absence d'effet avec une confiance maximale. La statistique de Student ($t = 6,178$), largement supérieure au seuil critique standard de 1,96, corrobore cette robustesse.
- **Pouvoir explicatif du modèle ($R^2 = 0,204$)** : Près de 20,4 % de la variance globale de la perception d'impact est capturée de façon endogène par la seule variable de récurrence du crédit. Dans un modèle à choix qualitatif à variable unique, cette valeur démontre une excellente capacité de prédiction.
- **Cohérence d'ensemble (Test F & Chi-deux)** : La statistique F (38,17) valide globalement le modèle ($p < 0,0000$). Parallèlement, le test d'indépendance du Chi-deux (44,52, $p < 0,001$) rejette formellement toute structure d'indépendance fortuite entre le nombre d'emprunts et le dynamisme socio-économique.

D. Conclusions Stratégiques et Implications Décisionnelles

L'analyse met en exergue des conclusions fondamentales pour la gouvernance de la MECRE-BUNIA :

- **Mécanisme d'apprentissage par l'action (Learning-by-doing)** : Le taux de validation absolu (100 %) observé dès le troisième cycle démontre que la récurrence de l'emprunt consolide la viabilité économique des projets.
- **La vulnérabilité critique des deux premiers cycles** : L'écart de 26,19 % par rapport au groupe de référence met en évidence la zone de vulnérabilité où se concentrent la totalité des

insatisfactions (les 11 cas de réponses négatives enregistrés exclusivement chez les emprunteurs de 1 à 2 fois).

- **Recommandation d'ingénierie financière :** Il est impératif pour l'Institution de concentrer ses dispositifs d'accompagnement technique, de suivi de proximité et d'éducation financière sur les clients lors de leurs deux premiers cycles. Sécuriser ces deux premières étapes garantit statistiquement la pérennisation et la fidélisation définitive des bénéficiaires.

2.3. DISCUSSION DES RÉSULTATS

Il s'agit de procéder à l'évaluation du processus entier de la recherche et démontrer la pertinence ou la validité des résultats obtenus par rapport au problème de recherche et aux hypothèses, au cadre de référence, de confronter les résultats avec d'autres travaux et d'apprécier la question des limites de la généralisation des résultats.

2.3.1. Confrontation des résultats avec les hypothèses

	HYPOTHESES	RESULTATS	OBSERVATIONS
H1	La MECRE-BUNIA contribuerait au financement des activités socio-économiques en Ituri.	Une très forte majorité (92,7 %) des enquêtés reconnaissent que le crédit obtenu auprès de la MECRE-BUNIA contribue effectivement au financement de leurs activités socio-économiques, contre seulement 7,3 % d'avis contraires. Cela démontre la pertinence et l'impact positif de l'action de la MECRE-BUNIA dans le développement économique local. (Voir le tableau 14)	D'où, notre l'hypothèse générale selon laquelle, la MECRE-BUNIA contribuerait au financement des activités socio-économiques en Ituri est confirmée. Ce que la MECRE-BUNIA contribue effectivement au financement des activités socio-économiques en Ituri, mais plus particulièrement en Ville de Bunia. Toutefois, plusieurs variables sont à tester pour vérifier cette hypothèse générale, dont fréquences d'emprunt, les motifs d'emprunt, l'âge d'emprunteurs, etc.
H2	La MECRE-BUNIA aurait un apport significatif dans le financement des activités socio-économiques en Province de l'Ituri.	L'analyse du tableau 17 révèle que tous les enquêtés ayant emprunté trois fois ou plus (soit 109 personnes au total) déclarent que le crédit reçu contribue effectivement au financement de leurs activités socio-économiques. À l'inverse, les cas où le crédit n'a pas contribué concernent exclusivement les personnes ayant emprunté une ou deux fois. En effet :	Ainsi, l'hypothèse selon laquelle, La MECRE-BUNIA aurait un apport significatif dans le financement des activités socio-économiques en Province de l'Ituri est confirmée. Donc, la MECRE-BUNIA a un apport significatif dans le financement des activités

	<ul style="list-style-type: none"> • Parmi ceux ayant emprunté une seule fois, 3 sur 7 (42,9 %) affirment que le crédit n'a pas eu d'impact significatif. • Parmi ceux ayant emprunté deux fois, 8 sur 24 (33,3 %) déclarent également ne pas avoir constaté de contribution notable. <p>C'est pourquoi, cette tendance montre que plus la fréquence d'emprunt augmente, plus les bénéficiaires reconnaissent un effet significatif du crédit sur leurs activités. Cela peut s'expliquer par une meilleure expérience de gestion du crédit, une capacité accrue à investir dans des projets rentables et une relation de confiance renforcée entre les membres et la MECRE-BUNIA.</p> <p>Ainsi, l'impact économique du crédit semble progressif et cumulatif, se consolidant au fur et à mesure que les adhérents contractent plusieurs prêts.</p> <p>La valeur du Khi-deux de Pearson ($\chi^2 = 46,654$, ddl = 5, p = 0,000) est hautement significative (p < 0,05). Ainsi, les hypothèses alternatives suivantes ont été formulées pour l'interprétation de ce test :</p> <ul style="list-style-type: none"> • H0 : Les deux variables sont indépendantes (la fréquence d'emprunt n'explique pas la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques) ; • H1 : les deux variables ne sont pas indépendantes (la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques s'explique par la fréquence d'emprunt). <p>La probabilité asymptotique obtenue étant de p = 0,000 inférieure à 0,05, on rejette H0. Cela indique qu'il existe une relation statistiquement significative entre la fréquence d'emprunt et la contribution du crédit au financement des activités socio-économiques.</p> <p>Même si certaines cellules présentent des effectifs théoriques faibles (ce qui peut légèrement affecter la précision du test), la tendance générale reste claire : Plus la fréquence d'emprunt est élevée,</p>	<p>socio-économiques en Province de l'Ituri, surtout en Ville de Bunia.</p>
--	--	---



		<p>plus le crédit de la MECRE-BUNIA contribue efficacement au financement des activités socio-économiques des membres.</p>	
<p>H3</p>	<p>Et cet apport aurait un impact positif sur les activités socio-économiques en Ituri.</p>	<p>Les résultats montrent que tous les enquêtés ayant contracté un emprunt pour la consommation ou pour d'autres motifs estiment que le crédit de la MECRE-BUNIA a contribué positivement au financement de leurs activités socio-économiques.</p> <p>En revanche, les 11 répondants (7,3 %) ayant déclaré que le crédit n'a pas contribué à leurs activités appartiennent exclusivement à la catégorie de ceux qui ont emprunté pour des activités génératrices de revenus (AGR).</p> <p>Ce constat peut s'expliquer par le fait que certains emprunteurs orientés vers les AGR n'ont pas encore atteint les rendements escomptés, ou ont pu rencontrer des difficultés de gestion, de remboursement ou de rentabilité, réduisant ainsi l'impact du crédit sur leurs activités.</p> <p>Néanmoins, la majorité écrasante des bénéficiaires de crédits pour AGR (75 sur 86, soit 87,2 %) reconnaissent que le financement obtenu a effectivement soutenu leurs initiatives économiques.</p> <p>Globalement, cette répartition montre que le crédit octroyé par la MECRE-BUNIA profite à toutes les catégories d'emprunteurs, mais qu'il est particulièrement productif pour ceux qui l'utilisent de manière récurrente et orientée vers la production.</p> <p>Pour interpréter la valeur du test du Khi-deux de Pearson de lien entre le motif de l'emprunt et la contribution de crédit ($\chi^2 = 8,967$, ddl = 2, p = 0,011), nous avons formulé les hypothèses alternatives ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • H0 : Les deux variables sont indépendantes (le motif d'emprunt n'explique pas la perception de la contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques) ; • H1 : les deux variables ne sont pas indépendantes (la perception de la 	<p>Eu égard au résultat obtenu, d'après le test Khi2, l'hypothèse selon laquelle cet apport aurait un impact positif sur les activités socio-économiques en Ituri est confirmée. Ce que l'apport financier de la MECRE BUNIA a un impact positif sur les activités socio-économiques en Ituri, particulièrement en Ville de Bunia.</p>

		<p>contribution du crédit de la MECRE-BUNIA au financement de leurs activités socio-économiques s'explique par le motif d'emprunt).</p> <p>La valeur $p = 0,011$ obtenue étant inférieure à $0,05$ ($p < 0,05$), on rejette l'hypothèse nulle (H_0). Cela signifie qu'il existe une relation significative entre les motifs d'emprunt et la contribution du crédit au financement des activités socio-économiques.</p> <p>En d'autres termes, l'utilisation faite du crédit influence son impact : les résultats varient selon que le crédit est destiné à des activités productives (AGR), à la consommation ou à d'autres usages.</p> <p>Cette relation atteste que l'efficacité économique du crédit dépend de la nature de son emploi. Les crédits destinés à la production génèrent des effets économiques plus visibles à moyen terme, tandis que ceux orientés vers la consommation produisent un impact plus immédiat mais souvent non durable. (Voir le tableau 18)</p>	
--	--	---	--

(Nous-même sur base des données d'analyse SPSS)

2. 3.2. Confrontation des résultats avec d'autres auteurs

Plusieurs chercheurs ont travaillé sur l'apport de la microfinance dans le financement des activités socio- économiques. Tel est le cas notamment de Rapport du Ministère de Finances de la RDC (2023) qui souligne que parmi les acteurs financiers clés à la disposition des entrepreneurs, il y a les Institutions de Microfinance. Mavungu (2022), dans ses travaux publiés dans la Revue Internationale du Chercheur, analyse les mécanismes internes de l'intermédiation financière périphérique en RDC. Il démontre que l'efficacité d'une mutuelle repose sur sa capacité de proximité à capter l'épargne populaire thésaurisée (le secteur informel détenant une masse monétaire hors circuit bancaire majeure) pour la transformer en crédits productifs injectés localement. Selon lui, cette intermédiation de proximité réduit l'asymétrie d'information grâce à la connaissance directe du tissu local. Cette étude éclaire directement notre cas : il s'agira d'étudier comment la MECRE BUNIA a structuré sa fonction de collecte d'épargne et si cette épargne locale a suffi à financer la demande de crédit à Bunia. BOYÉ et all (2006), dans le module intitulé *Guide de la Microfinance* ont insisté sur « Microcrédit et épargne pour le développement ». De nombreux acteurs, au Nord comme au Sud, s'interrogent aujourd'hui sur l'efficacité de l'aide au développement. La microfinance se trouve être l'un des rares secteurs du

développement où l'on dispose d'outils concrets permettant d'estimer la viabilité des programmes et, dans une certaine mesure, l'impact économique et social des projets menés. Les acteurs de la microfinance se sont engagés en faveur d'une plus grande transparence des résultats obtenus. Les « notations » permettant d'estimer la viabilité et la solidité des IMF se sont multipliées, et leurs résultats sont pour la grande majorité publiés et accessibles. Sur ce plan, la microfinance joue clairement un rôle pionnier. Paradoxalement, c'est l'existence même d'indicateurs clairs de réussite qui rend les échecs visibles bien plus visibles que dans d'autres secteurs de l'aide au développement, dont les résultats sont plus qualitatifs, donc moins mesurables. La microfinance est donc aujourd'hui pénalisée par cet effort, certains bailleurs craignant de s'investir dans ce « secteur à sanction rapide ». La microfinance est enfin l'un des tout premiers domaines du développement où l'on peut parler de coordination des bailleurs de fonds, ces derniers allant jusqu'à accepter une « revue » de leurs activités de microfinance par leurs pairs. Enfin, les intervenants de la microfinance, comme tous les acteurs du développement, ont pris conscience de l'importance de partager entre eux, par-delà les continents d'ailleurs, les leçons apprises des expériences passées : organisation de rencontres, usage intensif des technologies modernes et en particulier d'Internet, production d'information et d'outils, etc. La microfinance illustre l'effort très important de capitalisation des savoirs entrepris, souvent dans une démarche de recherche-action particulièrement fructueuse. Ainsi, la microfinance est un kaléidoscope qui donne à voir bien des évolutions en cours dans le travail de développement. Son étude nous apprend que c'est une pratique en évolution constante. Pour poursuivre son essor, la microfinance aura besoin de moyens financiers mais aussi de l'engagement de professionnels dédiés, qui trouveront dans ce secteur des métiers et des parcours passionnants. Kashala (2022) apporte une nuance critique indispensable sur l'impact à long terme du microcrédit à l'Est de la RDC. Ses recherches révèlent un paradoxe : si l'injection de microcrédits produit un effet multiplicateur immédiat et positif sur le fonds de roulement et le volume d'activité des petits commerçants informels (notamment transfrontaliers), cet impact a tendance à s'estomper rapidement. L'auteur identifie l'analphabétisme financier des bénéficiaires comme la cause principale de ce goulot d'étranglement, empêchant la mutation du crédit de subsistance en investissement structurellement rentable. Cette thèse nous pousse à chercher si la MECRE-BUNIA, au-delà de l'octroi mécanique de crédits entre 2014 et 2024, a intégré des mécanismes d'accompagnement et d'éducation financière pour pérenniser les activités de ses membres. PALUKU (2023) a apprécié *l'accès des pauvres au crédit au sein du secteur de microfinance*. Les résultats de ses recherches à travers les tests statistiques ont démontré que le profil socioéconomique opérationnel au sein de

ce secteur est encore défavorable aux pauvres. En outre il a été constaté que le revenu moyen de bénéficiaires de crédit est 1420,6\$Us par mois soit 47,3 \$us par jour. Ce revenu comparé au seuil de pauvreté (1\$us /jour), le test a prouvé que le revenu moyen de bénéficiaires de crédit dans la microfinance est significativement supérieur au seuil de pauvreté, ce qui veut dire que le crédit de la microfinance est plus orienté chez les personnes autres que les pauvres (notamment les riches). Enfin, les résultats montrent que le respect scrupuleux de la politique de crédit conduit au rejet de demande de crédit 47,3%(majorité relative) pour raison de manque de garantie (avec prédominance de femmes), 27% pour raison de ne pas épargner régulièrement, 10% à cause de non-épuration du délai probatoire et 7% pour cause de non-respect d'échéance de remboursement du crédit antérieur. La somme de ces résultats conduit à conclure que l'approche de la microfinance en RDC est encore inadéquate à la réalisation de sa mission sociale (offrir des services financiers aux pauvres). En effet, alors que les conditions d'accès et d'octroi du crédit devraient y être les plus simples possibles ; il a été constaté que la politique de crédit dans la microfinance reste jusque-là rigide et d'exclusion des pauvres (elle discrimine les femmes, les autres professions jugées moins rentables et les personnes en faible revenu). Ce secteur s'inscrit presque dans la logique des banques commerciales qui ne prêtent qu'aux riches en s'écartant de sa logique de rendre les services financiers aux pauvres. Ainsi, en termes d'implications théorique, cette étude a apporté une contribution à la littérature dans la résolution des problèmes concernant les institutions de microfinance face à l'inclusion financière. La particularité de cette recherche est d'une part d'avoir axé la recherche sur une étude de cas. D'autre part, d'avoir intégré d'autres variables dans l'analyse comme le revenu des bénéficiaires de crédit et la catégorie socioprofessionnelle dans cette recherche. En plus, cette étude est réalisée sur les bénéficiaires de crédit à partir de l'analyse de leurs dossiers de demandes de crédit déposés à la COOPEC alors que la plupart d'autres recherches traitent de la microfinance et la réduction de la pauvreté en se penchant sur l'impact du crédit sur l'amélioration de la vie socio-économique des bénéficiaires. D'autres encore se penchent sur l'enquête pour déterminer l'accès de la population aux services de la microfinance.

CONCLUSION

En somme, notre recherche, bien que modeste dans son envergure, a été menée avec rigueur et souci d'exactitude, en respectant scrupuleusement les principes méthodologiques en vigueur. Elle s'est intéressée à **l'APPORT D'UNE INSTITUTION DE MICROFINANCE DANS LE FINANCEMENT D'ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES EN PROVINCE DE L'ITURI. CAS DE LA MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDITCRE DE BUNIA, DE**

2014 A 2024. Afin d'assurer la validité scientifique de cette étude, nous nous sommes fixé pour objectif général d'analyser la contribution de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités socio-économiques en Ituri. De façon spécifique, l'étude a visé à analyser l'apport de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités socio-économiques en Ituri et analyser l'impact de l'apport de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités socio-économiques en Ituri. La question générale ci-après a permis de conduire notre investigation scientifique : La MECRE-BUNIA contribue-t-elle au financement des activités socio-économiques en Ituri ? Cette question principale a été déclinée en deux interrogations spécifiques, à savoir : quel est l'apport de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités génératrices des revenus en Ituri ? Cet apport a-t-il un impact positif sur les activités socio-économique en Ituri ? En amont de l'analyse détaillée des problématiques soulevées, la question principale recherchant à analyser la contribution de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités socioéconomiques en Ituri, nous avons formulé l'hypothèse selon laquelle la MECRE-BUNIA contribuerait au financement des activités socio-économiques en Ituri. A la première question spécifique visant à étudier cet apport de la MECRE-BUNIA, la réponse hypothétique formulée est que la MECRE-BUNIA aurait un apport dans le financement des activités socio-économiques en Ituri en accordant des micro-crédits à ses membres étant dans le besoin de financement. Et à la seconde question spécifique qui se veut d'analyser l'impact de l'apport de la MECRE-BUNIA dans le financement des activités socio-économiques en Ituri, nous avons donné la réponse anticipative selon laquelle l'apport de la MECRE-BUNIA aurait un impact positif dans le financement des activités socio-économiques en Province de l'Ituri. Au point de vue méthodologique, nous avons recouru à la méthode structuro-fonctionnelle appuyée par la technique documentaire, d'interview et de questionnaire d'enquête avec un échantillonnage probabiliste pour la collecte des données et l'analyse de contenu qualitatif et quantitatif pour le traitement des données en validant la pertinence des résultats par l'usage du logiciel SPSS. En outre, une analyse économétrique simple a été faite en complément d'analyse susmentionnée. Après la collecte des données et leur analyse rigoureuse et scrupuleuse, nous avons abouti aux résultats selon lesquels, sur 151 enquêtés, 140 ont eu d'accès au microcrédit pour financer les diverses activités socio-économiques et 11 sont ceux qui ne l'ont pas encore été. Cela représente un pourcentage de 92,7, % ayant déjà eu à contracter le microcrédit de la MECRE-BUNIA et 7,3% n'en ont pas encore eu. Ces résultats sont présentés dans le tableau 11. En vue de déterminer la qualité, la pertinence et la validité des résultats, les tests de Khi2 ont été utilisés en se basant sur les variables comme fréquence

d'emprunts et motifs d'emprunts par rapport aux contributions aux activités socio-économiques en Ituri. Ainsi, il ressort ce qui suit :

1. Une très forte majorité (92,7 %) des enquêtés reconnaissent que le crédit obtenu auprès de la MECRE-BUNIA contribue effectivement au financement de leurs activités socio-économiques, contre seulement 7,3 % d'avis contraires. Cela démontre la pertinence et l'impact positif de l'action de la MECRE-BUNIA dans le développement économique local ;
2. L'analyse du tableau 17 révèle que tous les enquêtés ayant emprunté trois fois ou plus (soit 109 personnes au total) déclarent que le crédit reçu contribue effectivement au financement de leurs activités socio-économiques. À l'inverse, les cas où le crédit n'a pas contribué concernent exclusivement les personnes ayant emprunté une ou deux fois. En effet :
 - Parmi ceux ayant emprunté une seule fois, 3 sur 7 (42,9 %) affirment que le crédit n'a pas eu d'impact significatif ;
 - Parmi ceux ayant emprunté deux fois, 8 sur 24 (33,3 %) déclarent également ne pas avoir constaté de contribution notable.

Cette tendance montre que plus la fréquence d'emprunt augmente, plus les bénéficiaires reconnaissent un effet significatif du crédit sur leurs activités. Cela peut s'expliquer par une meilleure expérience de gestion du crédit, une capacité accrue à investir dans des projets rentables et une relation de confiance renforcée entre les membres et la MECRE-BUNIA. Ainsi, l'impact économique du crédit semble progressif et cumulatif, se consolidant au fur et à mesure que les adhérents contractent plusieurs prêts. La valeur du Khi-deux de Pearson ($\chi^2 = 46,654$, ddl = 5, $p = 0,000$) est hautement significative ($p < 0,05$). La probabilité asymptotique obtenue étant de $p = 0,000$ inférieure à 0,05. Cela indique qu'il existe une relation statistiquement significative entre la fréquence d'emprunt et la contribution du crédit au financement des activités socio-économiques. Donc, plus la fréquence d'emprunt est élevée, plus le crédit de la MECRE-BUNIA contribue efficacement au financement des activités socio-économiques des membres ;

3. Les enquêtés ayant contracté un emprunt pour la consommation ou pour d'autres motifs estiment que le crédit de la MECRE-BUNIA a contribué positivement au financement de leurs activités socio-économiques. En revanche, les 11 répondants (7,3 %) ayant déclaré que le crédit n'a pas contribué à leurs activités appartiennent exclusivement à la catégorie de ceux qui ont emprunté pour des activités génératrices de revenus (AGR).



Ce constat peut s'expliquer par le fait que certains emprunteurs orientés vers les AGR n'ont pas encore atteint les rendements escomptés, ou ont pu rencontrer des difficultés de gestion, de remboursement ou de rentabilité, réduisant ainsi l'impact du crédit sur leurs activités.

Néanmoins, la majorité écrasante des bénéficiaires de crédits pour AGR (75 sur 86, soit 87,2 %) reconnaissent que le financement obtenu a effectivement soutenu leurs initiatives économiques.

Globalement, cette répartition montre que le crédit octroyé par la MECRE-BUNIA profite à toutes les catégories d'emprunteurs, mais il est particulièrement productif pour ceux qui l'utilisent de manière récurrente et orientée vers la production. La valeur du test du Khi-deux de Pearson de lien entre le motif de l'emprunt et la contribution de crédit ayant testé ce résultat est : ($\chi^2 = 8,967$, ddl = 2, p = 0,011. La valeur p = 0,011 obtenue étant inférieure à 0,05 (p < 0,05), cela signifie qu'il existe une relation significative entre les motifs d'emprunt et la contribution du crédit au financement des activités socio-économiques. En d'autres termes, l'utilisation faite du crédit influence son impact : les résultats varient selon que le crédit est destiné à des activités productives (AGR), à la consommation ou à d'autres usages. Cette relation démontre que l'efficacité économique du crédit dépend de la nature de son emploi. Les crédits destinés à la production génèrent des effets économiques plus visibles à moyen terme, tandis que ceux orientés vers la consommation produisent un impact plus immédiat mais souvent non durable. Au vu de ces résultats ci-haut présentés, notre première hypothèse, dite générale est confirmée. La deuxième et la dernière, dites spécifiques sont également confirmées. Enfin, conscient de la non-exhaustivité de cette rédaction scientifique n'épuisant pas tous les éléments de cette recherche, la brèche est ouverte à tout chercheur souhaitant mener une étude dans la même direction que la nôtre.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AZES. (2023). *Fiche technique de l'Ituri*;
- Bahati M. (2023). *Inclusion financière, vulnérabilité des ménages et capital social en situation de post-conflit : Évidences des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en RDC*. Thèse de doctorat en Sciences Économiques. Bukavu: Université Catholique de Bukavu ;
- Banerjee, A., Duflo, E., Glennerster, R., & Kinnan, C. (2015). *The Miracle of Microfinance? Evidence from a Randomized Evaluation*. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 22–53 ;
- Banque Centrale du Congo. (2011). *Instruction Administrative n° 006 aux Institutions de Microfinance : Normes prudentielles de gestion*. Kinshasa ;
- Banque Centrale du Congo. (2019). *Stratégie Nationale d'Inclusion Financière en République Démocratique du Congo*. Kinshasa ;
- Banque Mondiale. (2024). *Rapport de suivi de la situation économique et financière en RDC : Tirer parti de l'informel pour une croissance inclusive*. Washington, DC: Banque Mondiale.
- BCC. (2019). *Rapport d'activité de la Microfinance*, Kinshasa ;
- BOYE S., HADJENBERG J., POURSAT C. (2006). *Guide de la Microfinance*, éd. d'Organisation, Paris ;
- CPCC. (2019). *Economie de l'entreprise*, 1^{ère} éd, MediasPaul, Kinshasa ;
- DEFOURNY, J. et NYSSSENS, M. (2013). *Approches théoriques de l'économie sociale et solidaire : une perspective internationale*. Paris : De Boeck Supérieur ;
- DELAPLACE D. (2006). *Monnaie et Financement de l'économie*, 2^{ème} éd., DUNOD, Paris ;
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. World Bank Publications ;
- Diamond, D. W. (1984). *Financial Intermediation and Delegated Monitoring*. *The Review of Economic Studies*, 51(3), 393–414 ;
- Fonds Monétaire International. (2025). *République Démocratique du Congo : Sixième revue au titre de la Facilité Élargie de Crédit et consultations de 2025*. Rapport du FMI No. 25/12. Washington, DC: FMI ;
- GAVARD PERRET M., GOTTELAND D., HAON C., JOLIBERT A. (2008). *Méthodologie de Recherche, Réussir son mémoire ou sa Thèse en Sciences de gestion*, Ed. Pearson, Paris
- SANSAN ;
- Kabasele T. et Mukendi, I. (2023). *Évaluation de l'accès au microcrédit et performance des petites et moyennes entreprises (PME) à l'Est de la RDC*. *Revue Internationale du Chercheur*, 4(2), pp. 145-168 ;
- KAMBOU S. (2021). *Manuel d'initiation au traitement des données sous SPSS* ;
- Kashala T. (2022). *Microcrédit et résilience du petit commerce transfrontalier informel à l'Est de la République Démocratique du Congo*. *Cahiers Africains de Management*, 8(1), pp. 112-130 ;
- Mavungu P. (2022). *Intermédiation financière des institutions de microfinance et réduction de la pauvreté en milieu urbain congolais*. *Revue Internationale du Chercheur*, 3(4), pp. 88-109 ;

- MBUYI MBWEBWE J. *Analyse de l'efficacité de crédit de groupe au sein des institutions de microfinance*, Mémoire de Master, Kinshasa, (2015) ;
- MECRE-BUNIA. (2024). Archives ;
- MERTON, R. K. (1968). *Social Theory and Social Structure*. New York: The Free Press ;
- Morduch, J. (1999). *The Microfinance Promise*. *Journal of Economic Literature*, 37(4), 1569–1614 ;
- MUGISA, J. (2021). « *Dynamiques agraires et résilience économique des ménages face à l'insécurité en province de l'Ituri* ». *Revue Congolaise de Gestion*, Vol. 14, n°2, pp. 45-62 ;
- NYAHOHO E. (2002). *Finances internationales*, 2^{ème} éd. PUQ, Québec ;
- NZEREKA, K. (2018). *Financement du secteur informel et réduction de la pauvreté à l'Est de la RDC : Cas de la ville de Bunia*. Thèse de doctorat en Sciences Économiques, Université de Kisangani ;
- ODHD, PNUD. (2008). *Rapport national sur le développement humain durable au Mali* ;
- OLIVIER C. (2014). *Financement en dette des PME*, 5^{ème} éd., DUNOD, Paris ;
- PALUKU WISOMA G. (2023). *Microfinance et financement des pauvres en RD Congo : Cas de la Coopérative d'Épargne et de Crédit Agro Pastorale Le Grenier*, Butembo, *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, « Volume 8 : Numéro 2 » pp : 65-91 ;
- PARSONS, T. (1951). *The Social System*. Glencoe : Free Press ;
- Putnam, R. D. (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press ;
- RDC. (2023). *Rapport du ministère de Finances* ;
- République Démocratique du Congo. (2002). *Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit (COOPEC)*. *Journal Officiel* ;
- République Démocratique du Congo. (2011). *Loi n° 11/020 du 15 septembre 2011 fixant les règles relatives à l'activité de Microfinance en République Démocratique du Congo*. *Journal Officiel* ;
- Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford University Press ;
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). *Credit Rationing in Markets with Imperfect Information*. *The American Economic Review*, 71(3), 393–410 ;
- VWAKANAKAZI, K. (2015). « *L'artisanat et le secteur informel urbain en République Démocratique du Congo : Vecteurs de survie ou de développement ?* ». *Cahiers Économiques et Sociaux*, Vol. 29, n°1, pp. 89-112 ;
- World Bank. (2021). *The Global Findex Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19*. Washington, DC: World Bank ;
- YUNIS, M. (2011). *Vers un monde sans pauvreté : L'avènement du capitalisme à but social*. Paris : Jean-Claude Lattès ;